

Le crime du 11 septembre 2001 : quelques faits troublants

By [Elias Davidsson](#)

Theme: [Terrorism](#)

Global Research, September 12, 2004

12 September 2004

Le 12 septembre 2001, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. a adopté une résolution appelant tous les États à « travailler d'urgence de concert pour amener devant la justice les commanditaires, les organisateurs et les auteurs » de l'attaque qui avait eut lieu la veille contre les États-Unis. En dépit de centaines d'incarcérations — selon le ministre de la justice américain John Ashcroft il s'agit de la plus grosse enquête criminelle de l'histoire des États-Unis — pas un seul individu n'a été reconnu coupable de ce crime sans précédent et de nombreuses questions troublantes restent sans réponse à ce jour. Si l'on en croit de récents sondages d'opinion, un nombre croissant d'Américains et d'Européens suspectent le gouvernement Bush de dissimuler ses défaillances, voire même sa complicité dans ce crime.

L'attaque du 11 septembre 2001 est bien évidemment un acte criminel. Dans tous les pays, il existe des procédures bien établies pour enquêter sur de tels actes. Les enquêteurs enregistrent et examinent tous les témoignages qui peuvent aider à élucider le crime, accumulent indices et preuves, établissent l'identité des suspects et émettent des hypothèses en ce qui concerne le mobile des auteurs du délit. Dans le cas qui nous intéresse, toutes ces procédures ont été transgressées ou ignorées par les autorités américaines. Le jour même où eut lieu cette attaque et avant même qu'aucun élément de preuve n'ait été collecté, les officiels américains ont, comme l'a exprimé l'Associated Press, « commencé à tisser la trame d'une histoire impliquant Osama ben Laden dans la pire attaque terroriste qu'aient jamais connue les États-Unis au cours de l'histoire ». Le sénateur républicain Orrin Hatch de la Commission judiciaire du Sénat déclara en ce 11 septembre que « [les services de renseignements américains] ont intercepté des renseignements impliquant des personnes liées à ben Laden ayant reconnu que quelques cibles furent atteintes. » Quelques jours plus tard fut présenté au monde la version plus ou moins définitive du scénario du crime, à savoir qu'un certain nombre de terroristes arabes se seraient emparés de quatre avions de ligne armés de couteaux et les auraient pilotés contre les cibles qu'on sait. Dans les trois jours qui suivirent, une liste définitive des kamikazes Arabes auteurs prétendus du détournement était rendue publique par le F.B.I.

Peu après les événements, les agences de presse ont signalé qu'un exemplaire du Coran et un manuel de pilotage en arabe avaient été trouvés dans une voiture de location à l'aéroport de Boston, qu'un autre exemplaire du Coran avait aussi été laissé dans un bar fréquenté par les prétendus pirates de l'air, qu'un testament en arabe fait par Mohammed Atta avait été trouvé dans un sac qui n'avait pas été embarqué dans l'avion détourné où il est censé s'être trouvé et qu'un passeport ayant appartenu à l'un des pirates avait été retrouvé intact près du World Trade Center avant l'écroulement des tours. Aucune explication n'a été fournie pour expliquer comment ce document a pu chuter de sa poche, échapper à la fournaise et tomber miraculeusement préservé à un endroit bien en évidence

en l'espace de quelques minutes. Toutes ces déclarations ont eu dans l'ensemble pour conséquence d'affermir dans le public l'idée que les Arabes étaient les responsables de ce crime.

Rétrospectivement, à la lumière des lenteurs apparentes du F.B.I., de la C.I.A. et des autres organismes fédéraux à prévoir les événements et à prendre des mesures en conséquence (comme cela a été prétendu par la commission d'enquête du Sénat et divers commentateurs), on est en droit de s'étonner que le F.B.I. et la presse aient pu se révéler tout d'un coup si efficaces ce jour-là ou encore de se demander si l'information publiée n'aurait pas été plutôt préparée d'avance.

En dépit de la célérité inhabituelle mise à « identifier » les auteurs du crime et à accuser leur maître à penser des grottes d'Afghanistan, le patron du F.B.I., Robert Mueller, a déclaré le 19 avril 2002 : « au cours de notre enquête, nous n'avons pas découvert le moindre bout de papier — que ce soit ici, aux États-Unis, ou bien dans la mine de renseignements trouvée en Afghanistan ou n'importe où ailleurs — où quoique ce soit ayant un rapport avec la conspiration du 11 septembre 2001 ait pu être décelé. » Le président George Bush, qui le lendemain de l'attaque accusait sans ambages Osama ben Laden d'en être le cerveau, déclara le 13 mars 2002 lors d'une conférence de presse: « Je ne sais pas où il se trouve. Vous savez, Kelly, je n'ai pas beaucoup de temps à lui consacrer ; pour être honnête avec vous... je ne dirais pas nécessairement qu'il est au cœur d'un quelconque commandement... Je répéterai ce que j'ai déjà dit. Vraiment, je ne me soucie pas à ce point-là de lui. »

Le ministre de la justice, John Ashcroft, qui, le 12 septembre 2001, prétendit qu'au moins cinquante personnes sur le territoire des États-Unis étaient directement impliquées dans la préparation du crime, n'a fait inculper personne suite à ses déclarations. Il s'avère maintenant être dans l'impossibilité d'obtenir la condamnation de Zacarias Moussaoui — le seul individu emprisonné aux États-Unis dans le cadre de l'affaire, accusé pour avoir eu connaissance du piratage avant son exécution — ou s'en désintéresser. La capture au Pakistan, en mars 2003, de Khalid Cheik Mohammed provoqua, à la Maison Blanche, la réaction suivante : « Khalid Cheik Mohammed est un des plus jeunes et un des plus importants lieutenants d'Osama ben Laden, un stratège clé d'Al Quaida et le cerveau de l'attaque du 11 septembre [...] Khaid Cheik Mohammed figure sur la liste des terroristes les plus recherchés tenue par le F.B.I. et est sous le coup d'une accusation fédérale depuis 1996, à la suite de la conspiration aérienne de Manille, ce complot dont l'objectif était de perpétrer des attaques à la bombe contre des compagnies aériennes civiles américaines. » En dépit de cela, alors qu'il est emprisonné par les États-Unis depuis sa capture, aucune accusation n'a été retenue contre lui. L'endroit de sa détention n'a pas été révélé et la presse n'a pas été autorisée à l'approcher ni, il va sans dire, à s'entretenir avec lui.

On annonce régulièrement la détention d'Arabes ou de musulmans « suspectés » d'être plus ou moins impliqués dans l'affaire du 11 septembre. Ces suspects sont ensuite relâchés sans tambour ni trompette après s'être assuré des titres de la presse afin que la version officielle de l'affaire ne soit pas remise en cause.

Lorsque des gens perdent la vie dans un accident d'avion, la première chose que l'on fait est d'avertir les proches des défunts. Dans le cas d'un avion de ligne, le personnel au sol établit la liste des passagers avant leur départ et en garde une copie, de sorte qu'on est en droit de s'attendre à trouver sur ladite liste le nom de tous les passagers, équipage compris aussi bien que les pirates supposés, et ce, pour chacun des quatre appareils détournés. Il se trouve cependant que le F.B.I. et les compagnies aériennes dont les avions ont été détruits

lors de l'attaque du 11 septembre 2001 ont refusé catégoriquement de rendre publiques ces listes. La seule preuve comme quoi les individus concernés sont morts lors de la destruction des avions est gardée secrète, même pour les familles des victimes. Ces dernières ne peuvent donc être sûres que les leurs sont morts à bord de ces avions, plutôt qu'ailleurs.

La principale preuve démontrant que des Arabes ont effectivement été embarqués sur les quatre avions n'a en fait jamais été présentée au public. Aucune explication n'a été fournie pour cette surprenante mise au secret. On a émis l'hypothèse que la publication de ces listes pourrait porter atteinte à la vie privée des victimes et de leur famille. Mais une telle explication ne tient pas, car le nom de toutes les victimes (à l'exception des supposés pirates) fut publié par la presse peu après le 11 septembre, c'est-à-dire après que les familles aient été informées de la perte des leurs. Or aucune des listes publiées par les principaux journaux ne contient de noms arabes. Si aucun nom de ce type n'apparaît dans les listes de passagers originales, l'intégralité de l'explication officielle doit être considérée comme une gigantesque fable. Mais, même si les autorités américaines se décidaient un jour à publier ces listes, leur authenticité ne pourrait désormais plus être garantie.

Et comme si cela ne suffisait pas, peu de temps après le 11 septembre, la B.B.C. et d'autres grands organes de presse ont révélé que quelques personnes désignées par le F.B.I. comme étant ceux de kamikazes ayant péri dans l'attaque étaient en réalité bien vivantes au Maroc et en Arabie saoudite. Ces dernières ont été choquées de découvrir leur nom, ainsi que leur date de naissance et leur photo sur le site du F.B.I., et d'y être présentées de surcroît comme terroristes ayant péri. Elles exigèrent des explications et des excuses. À la suite de cela le directeur du F.B.I. admit que certaines identités avaient pu avoir été « empruntées », sans se lancer dans plus d'explication. Plus tard, il revint sur sa déclaration en affirmant que le F.B.I. avait correctement identifié tous les pirates et aucune modification ne fut faite dans la liste dressée par le F.B.I., laquelle est encore accessible sur le site de cet organisme. Il n'en reste pas moins que le fait que certains terroristes prétendus sont en réalité vivants est inconciliable avec le fait qu'ils sont déclarés morts. Et dans ce cas, qui sont les vrais terroristes, si tant est qu'il y en ait eu ? Le F.B.I. n'apporte aucune réponse à cette question.

L'administration américaine a tenté avec opiniâtreté d'entraver l'enquête sur les événements du 11 septembre 2001, ce qui eut pour conséquence qu'aucune enquête criminelle à proprement parler n'a été ouverte. En réalité, le F.B.I. s'est vu intimer, huit semaines après les attentats, l'ordre de restreindre le champ de ses investigations sur le crime commis afin de concentrer son activité sur la prévention de nouvelles attaques. L'effondrement des tours du World Trade Center ne fit pas non plus l'objet d'une véritable enquête. Un élément qui aurait pu servir à l'enquête, tel l'acier de la structure effondrée, fut enlevé pour être vendu à la ferraille à l'étranger avant que les enquêteurs aient pu en examiner les défauts éventuels. D'autres preuves encore furent détruites, parmi lesquelles des enregistrements dans lesquels des contrôleurs aériens témoignaient de ce qu'ils avaient entendu en cette journée tragique. Aucun enregistrement vidéographique ni aucune photographie certifiée des débris des avions ni de l'avion qui s'écrasa sur le Pentagone ne fut rendu public. Les témoignages individuels susceptibles de contredire la version officielle furent systématiquement ignorés par les enquêteurs. Le F.B.I. exigea des témoins qu'ils s'abstiennent de tout contact avec les journalistes. Les familles des victimes furent généreusement indemnisées — 1,8 millions de dollars en moyenne lorsqu'il s'agissait de parenté immédiate — à la condition expresse de ne pas engager de procédures judiciaires au cours desquelles des témoins pourraient être assignés à comparaître ou des

preuves montrées, toutes choses susceptibles de faire éclater la vérité. La Maison Blanche déploya beaucoup d'efforts pour s'opposer à une enquête du Congrès. Cependant, deux ans plus tard, cédant aux pressions des familles des victimes, le Congrès accepta finalement d'entreprendre une telle enquête. La Maison Blanche accepta à contrecœur de coopérer avec la commission du Congrès, mais seulement après que le mandat de celle-ci fut limité en compétence et en durée, et que son président et son directeur exécutif furent nommés par le président Bush. La commission, dans son « rapport final » présenté en juin 2004, a éludé les questions les plus déterminantes concernant ce qui s'est réellement passé le 11 septembre. Il n'est pas possible de considérer ce rapport comme étant compréhensif et final. Il dispense en bloc l'administration américaine de tout méfait, toute négligence ou toute complicité.

D'autres aspects de la version officielle ont encore fait l'objet de recherches.

Il est loin d'être prouvé que les deux tours du World Trade Center se soient écroulées à cause de l'incendie engendré par l'impact des avions. Des pompiers et d'autres personnes ont signalé avoir entendu des explosions ou ressenti leurs effets dans les bâtiments avant leur effondrement. Vu de l'extérieur, ce dernier évoque une démolition contrôlée. On sait moins que le World Trade Center n° 7, un bâtiment de quarante-sept étages situé près des tours jumelles, s'est écroulé également le même jour tard en fin d'après-midi, et ce, sans avoir été percuté par un avion. Il semble qu'il avait été atteint par des débris en feu provenant des deux tours, débris qui auraient causé un incendie aboutissant à l'écroulement de la construction. On n'a cependant jusqu'à présent jamais enregistré qu'un immeuble de cette taille se soit écroulé à la suite d'un incendie. Aucune preuve n'a été apportée démontrant que le feu qui s'était déclaré dans le bâtiment en question était impossible à maîtriser. L'immeuble avait été évacué tôt dans la journée. Son effondrement rappelle de manière très frappante une démolition contrôlée avec des explosifs. Larry Silberstein, le milliardaire juif qui s'était assuré pour lui-même, six semaines avant l'attaque, un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans sur l'ensemble constitué par le World Trade Center, déclara lors d'un entretien : « Je me souviens avoir reçu un coup de fil du... euh... chef des pompiers me disant qu'ils n'étaient pas encore sûrs de pouvoir contenir le feu, et j'ai répondu : « Nous avons déjà eu tellement de pertes humaines, que la meilleure chose que nous puissions faire est peut-être encore de le faire s'effondrer ». Ils prirent alors la décision de le raser et nous avons assisté à l'effondrement du bâtiment. » A-t-il été détruit à l'aide d'explosifs et, si oui, quand ces derniers ont-ils été introduits dans la construction ?

La version officielle prétend en particulier qu'un avion de ligne s'est écrasé sur le Pentagone, mais nous n'en avons aucune preuve photographique : l'intégralité de l'avion, ailes comprises, aurait disparu dans le bâtiment, donnant naissance à une étroite galerie. De nombreuses personnes enquêtant de manière indépendante sur la question remettent fortement en cause l'explication officielle tant pour des raisons techniques que du fait de l'existence de preuves contradictoires. Il semblerait bien plutôt qu'il se soit agi d'un missile. Si tel est le cas, la question est alors de savoir qui l'a tiré.

Un quatrième avion, se dirigeant prétendument sur la Maison Blanche, s'est écrasé près de Shanksville, dans l'État de Pennsylvanie. Selon le compte rendu officiel, il se serait écrasé après que les passagers eurent tenté de maîtriser les pirates, avec pour conséquence la perte de contrôle de l'appareil par le pilote et son écrasement consécutif à grande vitesse. Les indices collectés sur les lieux de l'impact avec le sol suggèrent que l'avion aurait en fait été abattu par l'armée américaine. Cette hypothèse est corroborée par des témoins oculaires locaux qui jurent avoir vu un avion non identifié au-dessus du lieu où l'avion s'est

écrasé ainsi que des débris, trouvés à 10 km. de distance, tombant de l'avion avant qu'il eut atteint le sol. Ces témoignages contredisent la thèse officielle et restent inexpliqués.

D'autres questions concernent la connaissance anticipée de l'attaque du 11 septembre 2001 qu'aurait eu à ce qu'on prétend le gouvernement israélien ou le Mossad. Le jour de la tragédie, cinq individus identifiés par la police comme étant israéliens, ont été vus filmer les deux tours en feu, semblant se réjouir beaucoup du spectacle. Une personne, du nom de Maria, fut à ce point scandalisée par leur comportement, qu'elle appela la police. Ils furent arrêtés et gardés en prison pendant plus de deux mois, avant d'être expulsés vers Israël. Alors que la presse a rapporté ces faits et d'autres détails encore sur ces personnes, aucune raison n'a été donnée pour justifier une détention aussi longue. Leur chef apparemment s'était enfui vers Israël. Peu de temps après, des journaux arabes publiaient que quelques quatre mille Israéliens travaillant au World Trade Center ne s'étaient pas présentés au travail le 11 septembre 2001, suggérant qu'ils auraient été prévenus par les autorités israéliennes. Cette information s'est révélée fautive, mais n'était néanmoins pas une pure invention. En fait, le 12 septembre, le Jerusalem Post avait signalé que le gouvernement israélien s'inquiétait du sort de quatre mille Israéliens qu'on savait résider ou travailler aux alentours du World Trade Center. Maintenant que les choses se sont quelque peu tassées, il s'avère qu'un seul Israélien a péri dans l'une des deux tours. Il n'était même pas un employé.

Quand ceux qui commettent un crime ne peuvent pas être identifiés, on doit se poser la question suivante : à qui profite le crime ? Dans le cas de l'attaque du 11 septembre, il était d'emblée clair que le crime ne profitait aucunement au monde musulman, pour lequel Osama ben Laden prétend combattre : en fait rien ne pouvait même être plus néfaste à la cause musulmane qu'un tel acte. Par contre, pour les États-Unis et Israël, ce crime offrait une foule de perspectives.

Il faut rappeler que le groupe dont Donald Rumsfeld est le centre (néoconservateurs) fut signataire d'un rapport publié en 2000 sous le sigle de « Projet pour un nouveau siècle américain » et dans lequel était souligné que les États-Unis devaient établir et consolider leur hégémonie (militaire) dans les décennies à venir. Les auteurs de ce rapport y déclarent en substance : « le processus de transformation (de la défense américaine), même s'il amène des changements révolutionnaires, demandera vraisemblablement beaucoup de temps en l'absence de quelque événement catastrophique ou catalytique, tel un nouveau Pearl Harbor. »

Le 11 septembre fut-il le Pearl Harbor qui devait accélérer les « changements révolutionnaires » au profit de l'hégémonie mondiale des États-Unis ? Peut-être, si l'on prend en considération les événements qui se sont produits ensuite : ce crime permit aux États-Unis d'initier une « guerre contre le terrorisme » indéfinie à l'échelle planétaire ; il leur fournit un prétexte pour bombarder et occuper l'Afghanistan, position stratégique en Asie centrale ; il prépare la voie à l'agression contre l'Iraq ; il autorise une augmentation spectaculaire des attributions de fonds à l'armée et aux services secrets ; il permet l'adoption presque automatique de lois qui renforcent les pouvoirs policiers et réduisent les libertés des citoyens ; et il renforce la popularité du président américain. Des hommes politiques israéliens, tel l'ancien premier ministre Netanyahu, parlent publiquement des conséquences « fastes » pour Israël des événements du 11 septembre 2001. Le fait que l'élite américaine en bénéficie n'implique pas nécessairement que le gouvernement américain soit responsable de méfaits en rapport. D'un autre côté, les perspectives ouvertes par ce crime, reconnues explicitement par les dirigeants américains et utilisées pour

promouvoir les intérêts du pays, placent les États-Unis parmi les premiers suspects.

La liste des anomalies et tentatives de tromperie officielles est bien trop longue pour être envisagée complètement ici. Les événements du 11 septembre 2001 servant à justifier deux guerres d'agression, l'occupation de Afghanistan et de l'Irak, des menaces de nouvelles guerres, la réduction des libertés individuelles et l'affaiblissement de l'O.N.U., l'élucidation de ce crime est urgente et concerne tous les peuples. Si les autorités américaines ou des agences fédérales ont facilité la perpétration du crime, voire même l'ont organisé, avec ou sans l'aide d'étrangers, il sera nécessaire de faire face à cette terrible réalité et en tirer toutes les conséquences qui s'imposent. Tant que les autorités américaines refuseront de révéler la vérité sur ce qui s'est réellement produit le 11 septembre 2001, le gouvernement des États-Unis devra être considéré comme l'un des premiers suspects de cette tuerie massive.

Elias Davidsson Reykjavik (Islande) Courriel : edavid@simnet.is

The original source of this article is Global Research
Copyright © [Elias Davidsson](#), Global Research, 2004

[Comment on Global Research Articles on our Facebook page](#)

[Become a Member of Global Research](#)

Articles by: [Elias Davidsson](#)

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Centre of Research on Globalization grants permission to cross-post Global Research articles on community internet sites as long the source and copyright are acknowledged together with a hyperlink to the original Global Research article. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca
www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: publications@globalresearch.ca